



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Après la « promesse » du changement, la réalité, c'est l'austérité ! Aux travailleurs d'imposer de vraies mesures d'urgence

BULLETIN DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA DU PERCHE – 9 JUILLET 2012

Durant sa campagne, Hollande avait promis de donner du « sens » à la rigueur... Eh bien, depuis une semaine, on voit dans quel sens penchent les décisions gouvernementales. Il est clair que ce n'est pas du côté des salariés et des classes populaires !

Pour le Smic, c'est finalement un « tout petit coup de pouce », quasiment une provocation ! Le relèvement automatique aurait été de 1,4%. Autrement dit, le « coup de pouce », c'est seulement 0,6 %, ce qui correspond à un gain net pour les smicards de 6,45 € par mois, c'est-à-dire... 21 centimes par jour ! Voilà la valeur d'une promesse de gauche.

Des miettes pour ceux d'en bas

Le gouvernement affiche un chiffre de hausse de 21,50 € par mois. Mais ça ne concerne pas les temps partiels, souvent payés sur la base du SMIC horaire, dont beaucoup de femmes.

Ce n'est pas non plus comme ça qu'on réduira les inégalités : une étude de l'INSEE montre qu'en 2010, dans le privé, les augmentations ont été d'autant plus fortes qu'on monte dans la hiérarchie : le pouvoir d'achat du salaire mensuel net moyen des ouvriers a baissé de 0,2%.

Et des garanties pour les patrons et les banques

Concernant la vague de licenciements qui frappe le pays, le changement est juste dans le style du côté du gouvernement !

Montebourg, le ministre du « redressement productif », s'agite beaucoup en paroles mais s'incline devant les patrons. Il est sans doute le seul à n'avoir toujours pas compris que le groupe Peugeot-Citroën veut fermer son site d'Aulnay, au point d'écrire timidement à son PDG pour lui demander de « *faire connaître ses intentions au plus vite* » ! Puis il termine sa lettre par une promesse de « *plan d'action pour l'avenir de la filière automobile française* ».

Traduire : pour l'avenir des actionnaires, pas des emplois des salariés ! Car on connaît ce genre de « plan d'action » : aider les entreprises à coups d'argent public, pour qu'elles suppriment encore des milliers d'emplois.

L'austérité de gauche, c'est maintenant !

Le gouvernement PS s'engage dans la même voie que celle du gouvernement Fillon. En annonçant, que la France allait ratifier rapidement le Pacte budgétaire européen, c'est la cerise sur le gâteau !

Avec ce traité européen sur la stabilité, la Coopération et la gouvernance l'obligation est faite aux Etats d'inscrire la réduction de la dette et des déficits comme objectifs permanents dans leur législation... avec des sanctions automatiques à la clé.

Appliquées à la France, ces obligations entraîneraient des dizaines de milliards de coupes budgétaires pour l'Etat, les collectivités locales, la Sécurité Sociale, les hôpitaux et le gel des salaires dans la fonction publique.

Nous n'aurons que ce que nous arracherons par la lutte

Tout cela prouve que nous n'avons rien de bon à attendre de ce gouvernement. Pour imposer des mesures d'urgence, dont l'augmentation de 300 € de tous les revenus, le relèvement du SMIC et des minima sociaux à 1700 € nets et l'interdiction des licenciements, il va falloir préparer les indispensables mobilisations.

C'est en coordonnant tous ceux qui défendent cette perspective qu'une opposition de gauche au gouvernement va devoir se constituer, avec toutes les forces politiques, syndicales, associatives, toutes celles et ceux qui refusent les politiques d'austérité, d'où qu'elles viennent.

Ce n'est pas à nous de payer la crise des capitalistes.

PSA AULNAY : CONTRE LES LICENCIEMENTS C'EST MAINTENANT OU JAMAIS !

Gros rassemblement, le 28 juin dernier, devant le siège de PSA à Paris : 700 salariés d'Aulnay, la chaîne arrêtée, et des délégations de tous les sites PSA de France, de Renault, de GM-Strasbourg, et même de Madrid et d'Opel Bochum en Allemagne, eux aussi menacés de fermeture.

A leurs côtés : Arlette Laguiller (LO), et Philippe Poutou (NPA.). D'autres étaient absents, plus rapides à se présenter aux portes des entreprises en difficulté... lors des campagnes électorales !

Dénoncée depuis 2011 comme probable par les syndicalistes,

l'annonce de la fermeture du site est aujourd'hui imminente. Alors que le couperet va tomber, Arnaud Montebourg (Ministre du redressement productif) en est encore à demander benoîtement à la direction de PSA « *qu'elle fasse connaître ses intentions* ». Au lieu d'exiger que PSA suspende la fermeture de l'usine, comme le demande la CGT d'Aulnay !

Pour le NPA, défendre l'emploi, c'est interdire les licenciements à Aulnay comme ailleurs, imposer le maintien d'activités passe par la mobilisation, par la prise de contrôle sur les comptes des entreprises, par la répartition du travail disponible entre tous.

Secouer les appareils syndicaux devient une nécessité afin de pouvoir populariser la lutte, se coordonner, pour construire le rapport de force nécessaire.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est bien l'organisation d'une manifestation nationale, s'appuyant sur toutes les entreprises touchées.

SEALYNKS CHARLEVAL : NE RIEN LÂCHER

Les salariés de l'usine Sealynx à Charleval (Eure), qui fabriquent des joints d'étanchéité pour l'automobile, étaient en grève reconductible depuis le 11 juin. L'usine, qui emploie 550 salariés, est en redressement judiciaire depuis fin avril. Deux repreneurs étaient sur les rangs: l'américain Cooper et le polonais Stomil Sanok, qui avaient déposé des offres de reprise auprès du tribunal de

commerce de Nanterre. Tous les deux prévoyaient le maintien d'un maximum de 400 emplois sur le site.

L'intersyndicale a refusé ces candidats à la reprise et réclame "l'intégration" à Renault, principal client du site, avec 85% des ventes.

Après la visite d'enfumage de Leclercq, directeur général adjoint fabrication et logistique de Renault, venu convaincre les syndicats du site de lever les piquets, arrêter la grève et reprendre le travail, les salariés avaient pourtant voté la poursuite du mouvement, le lundi.

A l'image de la victoire des salariés de la SBFM,

(fonderies à Lorient, anciennement de Renault) qui ont imposé leur réintégration dans Renault, les Sealynx ont raison de se battre.

Qu'en pense Arnaud



MONTEBOURG, notre ministre du... «redressement productif», alors que l'état est actionnaire de Renault ?

LA RETRAITE A 60 ANS. 37,5 ANNUITES PAS UNE DE PLUS !

Hollande avait annoncé que 150 000 personnes seraient concernées par le retour à la retraite à 60 ans promis lors de sa campagne. Ils ne seraient déjà plus que 100 000. Rien d'étonnant, il faut avoir cotisé 42 annuités (périodes de chômage et maladie comptent comme validés, mais non cotisés). Mais si l'on prend en compte les 57 000 retraités qui entraient déjà dans le dispositif carrières longues, la réforme actuelle ne bénéficie qu'à 43 000 personnes supplémentaires !

Ce n'est sûrement pas pour ça qu'en 2010, nous avons fait grève et par millions descendu dans la rue ! Exigeons l'abrogation de la contre réforme des retraites de Sarkozy et le retour à la retraite à 60 ans pour tous avec 37,5 annuités maximum !

POUR NOUS CONTACTER:

npa.perche@gmail.com - Tél. 06 82 44 28 63
site national du NPA: www.npa2009.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes de notre secteur.